



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/COM.2/75/Add.1
3 janvier 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes

Onzième session

Genève, 8-14 mars 2007

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT SUR LA SUITE DONNÉE À L'EXAMEN DE LA POLITIQUE
D'INVESTISSEMENT DE L'UGANDA**

ADDITIF

**Tableau I. Résumé des résultats obtenus dans la mise en œuvre:
Cadre des investissements**

Secteur/domaine	Recommandation de l'EPI	Résultat	Commentaire
Apport d'IED et traitement de l'IED	Moderniser la loi de 1991 sur les investissements.	**	Un projet de loi conforme aux recommandations de l'EPI a été rédigé, mais n'est pas encore adopté.
Apport d'IED et traitement de l'IED	Lever les restrictions à l'investissement étranger dans le secteur de l'agriculture.	**	Cette restriction n'est pas appliquée actuellement. Le projet de loi sur l'investissement réglerait la question s'il est adopté.
Zones franches industrielles	Élaborer et adopter une loi sur les zones franches industrielles.	**	Le texte de loi est rédigé, mais demeure en suspens à l'échelon ministériel.
Accords de transfert de technologie	Supprimer l'obligation d'enregistrer les accords de transfert de technologie auprès de l'UIA.	**	Cette obligation n'est pas appliquée actuellement. Le projet de loi sur les investissements réglerait la question s'il est adopté.
Changes	Promulguer une législation visant à garantir que l'abolition du contrôle des changes sera définitive.	***	Le projet de loi sur les changes a été adopté en 2004.
Propriété des terres	Assurer le passage sans heurt de la pleine propriété au régime de la location à bail.	***	Aucun problème n'a été signalé dans ce passage.
Fiscalité	Réformer le système de remboursement de la TVA et accélérer le remboursement.	***	Réforme de grande envergure de l'Autorité fiscale de l'Ouganda (URA) en 2004. Les améliorations générales et la création d'un service destiné aux gros contribuables ont permis d'écourter le délai de remboursement de la TVA aux grandes entreprises.

Légende: **** objectif atteint, *** objectif atteint entièrement ou en grande partie, ** objectif atteint partiellement, * aucun changement ni renversement de tendance, + changement d'orientation de la politique générale.

**Tableau II. Résumé des résultats obtenus dans la mise en œuvre:
Services collectifs, infrastructure et services financiers**

Secteur/domaine	Recommandation de l'EPI	Résultat	Commentaire
Énergie électrique	Ne pas appliquer le «modèle britannique» pour réorganiser le secteur, mais attirer un seul investisseur privé stratégique pour exploiter tous les actifs de l'UEB.	+	L'Ouganda a décidé d'appliquer le «modèle britannique» et il a scindé le secteur de l'énergie en entités distinctes pour la production, le transport et la distribution d'électricité. Seule l'entreprise de transport demeure la propriété du secteur public, qui l'exploite. Une réglementation appropriée et un organisme de réglementation ont été établis.
Énergie électrique	Introduire un investisseur privé stratégique dans le secteur.	**	La production et la distribution ont été données en concession à des entreprises privées compétentes; aucun investisseur stratégique unique n'a repris l'ensemble des actifs de l'UEB.
Énergie électrique	Mise en service de capacité nouvelle.	*	Les projets de Bujagali et de Karuma, bien que prioritaires, ne se sont pas concrétisés. La capacité effective de production est très inférieure à la demande et une capacité hydroélectrique additionnelle ne sera pas mise en service avant 2010 au plus tôt.
Eau et assainissement	Privatiser totalement ou partiellement la Société nationale de l'eau et de l'assainissement (NWSC) par la cession de ses activités dans la région de Kampala.	+	Aucun investisseur privé n'a manifesté d'intérêt pour acquérir les actifs de Kampala. Le Gouvernement a amélioré la gestion de la NWSC grâce à un certain nombre de mesures.
Transport aérien	Faire de l'aéroport international d'Entebbe (EIA) un centre régional de fret et de logistique.	**	Certains encouragements ont été fournis pour promouvoir l'aéroport d'Entebbe, mais son développement en tant que plate-forme régionale se heurte à des contraintes techniques.
Transport aérien	Confier la gestion de l'aéroport international d'Entebbe à une entreprise privée.	+	L'aéroport d'Entebbe reste exploité par la CAA en principe, mais de nombreuses fonctions sont assurées par le secteur privé.
Chemin de fer	Mettre l'Uganda Railways Corporation en vente pour la développer dans un cadre régional.	***	Une concession associant le Kenya et l'Ouganda a été signée à la fin de 2006 avec une entreprise sud-africaine qui a fait ses preuves dans l'exploitation des chemins de fer en Afrique.

Secteur/domaine	Recommandation de l'EPI	Résultat	Commentaire
Port de Mombasa	Délimiter une zone réservée à l'Ouganda dans le port de Mombasa.	*	Cette initiative n'a guère suscité d'intérêt car sa réussite exige une coopération qui ne dépend pas de la volonté du seul Ouganda.
Banques commerciales	Créer des produits et services nouveaux dans le secteur des banques commerciales.	****	De nombreux services nouveaux ont été mis en place depuis 2000: distributeurs automatiques de billets, connectivité entre les succursales, connectivité interbancaire, prêts sur salaire, hypothèques et crédit-bail.
Banque commerciale	Intensifier la concurrence et consolider la situation financière des banques commerciales.	****	Le moratoire sur l'entrée de nouvelles banques a été levé. La loi sur les établissements financiers et les règlements édictés par la BoU ont beaucoup amélioré l'environnement réglementaire, suscité un secteur bancaire plus vigoureux et stimulé la concurrence.
Assurance	Mettre au point des produits d'assurance-vie.	**	Des compagnies d'assurance ayant une grande expérience de l'assurance-vie sont présentes en Ouganda, mais la demande de ce genre de produit est faible.
Assurance	Consolidation du secteur de l'assurance par regroupement d'entreprises.	**	Le capital exigé a été augmenté pour encourager le regroupement, mais aucun regroupement n'est intervenu jusqu'à présent.
Assurance	Privatiser la Société nationale d'assurance.	***	60 % de la NIC ont été vendus à un investisseur stratégique, et les 40 % restants devraient être vendus en Bourse avant la fin de 2007.
Marché boursier	Augmenter le nombre des sociétés cotées en Bourse.	**	Le nombre des sociétés cotées est passé de trois à huit, mais cet effectif demeure très faible.

Légende: **** objectif dépassé, *** objectif atteint entièrement ou en grande partie, ** objectif atteint partiellement, * aucun changement ni renversement de tendance, + changement d'orientation de la politique générale.

**Tableau III. Résumé des résultats obtenus dans la mise en œuvre:
Promotion des investissements**

Secteur/domaine	Recommandation de l'EPI	Résultat	Commentaire
Grande offensive Mesure 1	Établir un comité comprenant le Conseil des ministres, le Président et le secteur privé et chargé de diriger la politique d'investissement.	***	La Table ronde présidentielle des investisseurs (PIRT) a été établie en 2004 et s'est réunie quatre fois jusqu'à présent. Cinq groupes de travail ont été constitués pour élaborer des matrices d'action et suivre leur application.
Grande offensive Mesure 2	Créer une zone économique entièrement équipée.	**	Le Parc international d'activités de Kampala (KIBP) est au stade initial de sa conception et les travaux de construction n'ont pas encore débuté. Le projet de parc d'activités de Luzira est encore moins avancé.
Grande offensive Mesure 3	Choisir deux ou trois secteurs destinés à faire l'objet d'une promotion des investissements.	**	Les secteurs ont été définis et des encouragements ont été mis en place, mais l'action n'a pas été aussi bien ciblée qu'il était recommandé.
Grande offensive Mesure 4	Signer des accords de double imposition et des accords bilatéraux d'investissement, et les promouvoir pour donner confiance aux investisseurs.	***	Certains accords ont été ratifiés depuis 2000, mais ils demeurent assez peu nombreux et l'accord de double imposition très important avec la CAE accuse du retard.
Grande offensive Mesure 5	Associer les ambassades à la promotion des investissements.	***	Les nouveaux ambassadeurs reçoivent une formation de l'UIA, qui organise aussi des stages annuels de formation pour les diplomates.
Grande offensive Mesure 6	Renforcer le rôle de promotion et de facilitation de l'UIA, et créer un réseau des «amis de l'Ouganda» pour la promotion des investissements.	***	L'UIA a réorienté ses activités vers la promotion et la facilitation des investissements. Un réseau a été créé avec la participation de dirigeants actuels d'entreprises, d'anciens dirigeants et de diplomates étrangers qui ont été en poste en Ouganda.
Grande offensive Mesure 7	Adopter des chartes des clients.	***	Vingt-trois chartes ont été élaborées. Il s'agit maintenant de mettre en place le suivi et l'étude comparative des résultats en fonction des objectifs visés.
Grande offensive Mesure 8	Fixer une «période de mise en route» et suivre l'avancement des travaux.	**	Aucune durée n'a été fixée formellement, mais le mécanisme de la PIRT est en fait un mécanisme de suivi des travaux.

Légende: **** objectif dépassé, *** objectif atteint entièrement ou en grande partie, ** objectif atteint partiellement, * aucun changement ni renversement de tendance, + changement d'orientation de la politique générale.
